

12 juillet 2012

**Daniel Goldberg**  
*Député de Seine-Saint-Denis*

*Annonces de PSA :*  
**Après le choc de l'annonce de la fermeture d'Aulnay,  
ne pas abandonner les salariés ni le territoire**

Même attendue, l'annonce de la suppression de 8000 emplois et de la fermeture totale d'Aulnay en 2014 est un choc. Comme c'est le cas pour d'autres plans sociaux annoncés, le gouvernement de Nicolas Sarkozy avait voulu masquer et ignorer les menaces qui pesaient sur le site d'Aulnay. Ce fut notamment le cas de l'ancien ministre de l'industrie Eric Besson qui répétait que la poursuite de l'activité était assurée jusque 2014 et qu'il n'y avait pas de problème. **Tous les signes annonciateurs dans l'usine d'Aulnay, tous les documents comme la note interne révélée par la CGT ont été ignorés en dépit du bon sens.** Des mois précieux ont été perdus pour étudier les moyens d'empêcher ce qui était pressenti et de mettre sur pied des solutions alternatives.

Les réductions d'effectif sont aussi la conséquence d'une politique européenne restrictive de rigueur (baisse de salaires, services publics démantelés...) qui a frappé de plein fouet les ventes de PSA dans les principaux marchés du groupe (Espagne, Italie). C'est pourquoi **une politique de croissance est absolument nécessaire pour sortir d'une spirale de récession.**

**Le recentrage de la production des C3 sur Poissy montre bien que ce ne sont ni la qualité, ni le coût du travail de l'établissement d'Aulnay qui sont les causes des décisions annoncées aujourd'hui.**

Par ailleurs, PSA a perçu ces dernières années des aides publiques de plusieurs milliards d'euros. Cet investissement de la collectivité engage l'entreprise à rendre des comptes par rapport aux décisions qu'elle prend aujourd'hui. Le gouvernement de Jean-Marc Ayrault est donc amené maintenant à jouer pleinement son rôle dans cette situation de crise laissée en jachère par ses prédécesseurs.

Avec Gérard Segura, maire d'Aulnay-sous-Bois, et Jean-Pierre Blazy, député-maire de Gonesse, **nous mettrons tout en œuvre pour que les salariés du site ne soient pas abandonnés et que notre territoire ne soit pas sacrifié sur l'autel d'arbitrages internationaux.** Notre engagement aux côtés des salariés et de leurs familles est entier ainsi que notre volonté de conserver une activité industrielle sur le site.

**Pour tout contact:**

[dgoldberg@assemblee-nationale.fr](mailto:dgoldberg@assemblee-nationale.fr)

01 40 63 92 61

**Communiqué de presse**